



Déclaration préalable du Sgen-CFDT à la CAPA des PLP du vendredi 8 juin 2018

Nous dénonçons, tout d'abord, avec véhémence les projets du gouvernement qui visent à réduire à peau de chagrin les attributions des commissions paritaires sous peine de voir affaiblir considérablement une action syndicale utile à tous les personnels. Cependant, et ce n'est pas une position nouvelle de notre part, nous soutenons que le système de CAP est très largement perfectible en terme de composition, de charge de travail, de lisibilité pour les collègues et surtout en terme de dialogue social. Nous continuerons à émettre des propositions afin de les rendre plus efficaces et moins chronophages.

Le Sgen-CFDT est satisfait d'avoir pu travailler sur des documents fournis suffisamment tôt, apprécie le dialogue avec les services ainsi que le nombre limité de postes bloqués. Par contre, nous tenons à signaler les problèmes rencontrés par les collègues lors de la saisie des vœux du mouvement spécifique. Ce qui conduira à laisser des postes vacants et à une inflation des délégations fonctionnelles.

Le Sgen-CFDT reste particulièrement attentif aux conditions de travail de ceux qui débutent dans le métier, et ils sont nombreux dans notre académie.

Avec un barème à 14 points, un néo-titulaire sera bien souvent affecté là où pas grand monde ne souhaite aller : collègues isolés, établissements en éducation prioritaire, ZR délaissées, services partagés...

On peut raisonnablement penser que cet état de fait est un des facteurs majeurs de la non – attractivité de nos métiers. En témoigne le nombre de postes qui resteront vacants à l'issue du mouvement, en particulier dans certaines zones géographiques qui s'apparentent à des déserts d'enseignement.

Le « taux de satisfaction » n'a guère de sens concernant les stagiaires.

Certes, cette année, la possibilité de porter la bonification de 50 points sur un vœu au choix, et non seulement le premier, permet de mieux appréhender la stratégie des candidats stagiaires et de rechercher une affectation plus en adéquation avec leurs vœux réels.

Toutefois, nombre de vœux ont en réalité été formulés par crainte de l'extension.

Force est de constater que l'académie n'a toujours pas mis en avant des choix politiques pour mettre fin au bizutage. A cet effet, il conviendrait d'affecter en priorité des néo-titulaires dans le cadre de l'AJUAFA.

Plusieurs disciplines connaissent un bilan catastrophique quant à la couverture des postes mis au mouvement. C'est le cas des Lettres Espagnol et de l'enseignement professionnel, toutes ces disciplines pour lesquelles le recours déjà massif aux contractuels et la difficulté d'en recruter ne vont pas aller en s'arrangeant.

Le Sgen-CFDT ne veut pas se contenter d'être uniquement dans la déploration et nous émettons des propositions pour le prochain mouvement.

Tout d'abord, au niveau national, il faut lutter contre le malthusianisme des jurys, changer radicalement les épreuves des concours, offrir une formation initiale de qualité, un suivi régulier et bienveillant des collègues dans leurs premières années d'exercice.

Notre académie doit renforcer sa politique d'accompagnement des contractuels dans la durée et ne pas se limiter à la première année d'exercice. Nous avons dénoncé alors les conditions inacceptables d'entrée dans le métier des non titulaires sans formation et sans aide et apprécions l'évolution actuelle. Cependant, nous ne pouvons en rester là et le Sgen-CFDT demande des perspectives réelles de titularisation pour nos collègues plutôt qu'un recours massif au CDD. Il faut aussi assouplir les conditions de diplôme pour ouvrir le vivier à des personnes formées à l'étranger.

Ensuite, nous demandons à ce qu'il soit signalé aux collègues, au moment de la saisie des vœux, que le code 2 rend inopérant des vœux communes.

De plus, nous réitérons notre demande pour les collègues de l'ERP de Soisy Sur Seine de bénéficier de bonifications de réintégration car juste leur proposer d'être TZR ne peut constituer une gestion au cas par cas.

Nous demandons également comme tous les ans un traitement équitable des candidatures PLP pour les BTS.

Nous terminerons en exprimant notre inquiétude face à la disparition programmée des CIO qui lèsera les populations les plus éloignées de l'école et le Sgen-CFDT ne peut s'y résoudre. De même, nous exprimons notre inquiétude face au projet de réforme de l'enseignement professionnel et regrettons qu'aucune proposition émanant du groupe de travail « réussir par la voie professionnelle » n'ait été retenue.

Les élue-e-s PLPdu Sgen-CFDT
Versailles